

La lettre de la régulation

N° 5

novembre 1992

EDITORIAL

Les pages "Controverses" de ce numéro de La lettre de la régulation sont remplacées par deux pages "Publications" en raison de l'importance des annonces à faire paraître. La présentation de la banque de données BABI-REG est repoussée au prochain numéro. Alors que La lettre de la régulation entame sa seconde année d'existence, nous souhaiterions qu'un plus grand nombre de propositions spontanées nous parviennent pour les rubriques "Point théorique" ou "Controverses".

La rédaction de la lettre de la régulation

POINT THEORIQUE

LA RÉGULATION ET L'EXCEPTION JAPONAISE, Henri Nadel

La réussite de la croissance japonaise est le plus souvent expliquée par l'efficacité des Keiratsus et l'argument qui fait de la sous-traitance, du dualisme de la segmentation, la clé de la compétitivité des grands groupes. Mais l'argument de l'externalisation paraît insuffisant puisqu'il ne permet pas d'expliquer les résultats macro-économiques globaux (maintien de l'emploi, de la croissance de la productivité et du taux de profit).

La trajectoire de l'économie japonaise ne s'identifie pas au fordisme et s'appuie sur une organisation du travail non taylorienne (R. Boyer et B. Coriat). De plus, l'évolution des secteurs industriels et tertiaires à travers la crise et au cours des années 70 à 90 désigne le rôle décisif des services marchands aux ménages dans le maintien du plein-emploi et du mode de vie à la japonaise.

1 - Une macro-économie non fordienne

Le modèle japonais n'est pas fordien au sens du modèle américain :

- le "toyotisme" met en œuvre des modes d'obtention de la productivité différents du taylorisme et du fordisme. Plutôt que de diviser le travail et les tâches, le modèle japonais fait largement appel à la formation sur le tas et à la formation professionnelle, dégage des économies d'apprentissage, encourage la polyvalence et la flexibilité interne.

- l'inertie des ajustements d'effectifs (dans les grandes entreprises) s'accompagne d'une grande variabilité des horaires de travail; reliées aux spécificités des relations professionnelles, ces caractéristiques définissent un micro-corporatisme spécifique.

- la formation des salaires et des rémunérations est plus sensible aux variations du profit qu'à celles du niveau des prix ou du chômage.

Ainsi, bien que le Japon ait assuré une production et une consommation de masse, il l'a fait de manière originale en maintenant un haut niveau de profit qui permettait un développement intense du capital et avec une formation relativement concurrentielle du salaire.

Ce sont les pénuries relatives de main-d'œuvre (sensibles également dans le secteur périphérique) qui ont stimulé dans la période récente, les progressions du salaire réel et non un accord ex-ante, résultant de conventions collectives codifiées reliant la progression globale des salaires à la productivité comme dans le compromis fordien traditionnel.

2 - Un modèle de production non-tayloriste.

En partant de ces contraintes, ses forces et ses faiblesses, le Japon a été amené à créer un modèle de gestion de production: l'"ohnisme", qui représenterait une révolution de même importance que celle du taylorisme (B. Coriat). Alors que le taylorisme parcellise le travail et les travailleurs, l'"ohnisme" transforme les ouvriers professionnels en pluri-opérateurs, en professionnels polyvalents, en "travailleurs multi-fonctionnels". Cette multi-fonctionnalité va permettre de dégager des marges de productivité

et d'intensifier progressivement les processus de production.

Comme pour le taylorisme, ce processus a visé à contrecarrer le pouvoir des ouvriers et leurs savoirs professionnels. Mais il a permis aussi, au lendemain de la guerre, de former une classe ouvrière urbanisée et compétente (M. Hanada).

Les standards de temps flexibles de l'ohnisme se distinguent des standards rigides et prescrits du taylorisme. Au lieu de séparer les fonctions et les étapes du processus de production, les managers japonais recomposent dans l'atelier des fonctions de production ré-agrégées.

Tout cela constitue un ensemble d'innovations (le Kanban, le JAT (juste à temps)...) qui sont autant de techniques non-tayloriennes. Mais elles ne seraient pas concevables et efficaces sans une articulation avec un compromis micro-corporatiste au contenu également nouveau.

3 - L'emploi dans l'industrie et les services : l'économie japonaise à travers la crise.

La manière dont les économies développées ont traversé la crise est révélatrice. Elles ont toutes connu une forte évolution vers des modèles tertiaires. Mais le Japon a réussi à maintenir une compétitivité élevée et un plein-emploi. Une approche macro-économique de l'évolution structurelle de l'emploi au Japon, de son modèle tertiaire, peut expliquer ce qui la caractérise et la distingue aujourd'hui des autres économies développées (P. Petit).

Une évolution vers une économie tertiaire qui reste parallèle à celle des économies européennes.

Le Japon a connu le même mouvement de désindustrialisation relative que l'Europe, tout en conservant après comme avant la crise ouverte dans les années 1970, des taux de croissance et des gains de productivité par secteur à peu près deux fois supérieurs.

Si l'on distingue les services selon qu'ils sont destinés aux entreprises ou aux personnes, qu'ils sont marchands ou non-marchands, le modèle japonais se précise :

- un faible poids des services non marchands et des services aux entreprises dans l'emploi et la PIB, accompagnant une forte croissance de ces activités, ceci sur toute la période 1973-90;

- une part croissante dans l'emploi, (moins marquée dans la PIB), des services aux personnes.

Cette forte croissance de la part de l'emploi dans les services aux personnes distingue clairement l'évolution de l'économie japonaise dans les années 80 des évolutions observées en Europe et aux Etats-Unis. La forte création d'emplois tertiaires a surtout concerné aux Etats-Unis les services aux entreprises (et de mauvaise qualité si l'on se reporte à leur moindre contribution à la PIB!). En Europe par contre, ce sont les services non-marchands qui ont connu le plus de créations d'emplois (avec des contributions aux PIB stables).

Nous sommes bien en présence d'un développement dual du tertiaire japonais. D'un côté des services liés aux entreprises, commerce, transport, communications, qui constituent un

tertiaire productiviste. De l'autre un tertiaire aux personnes de type "stagnationniste", où la valeur ajoutée par tête baisse en termes relatifs.

Des services aux ménages de faible productivité mais de niveau de qualité désiré.

Ce sont les services aux ménages qui ont connu une progression de l'emploi sensible, puisque leur part progresse de 13,6 à 19,7 % de l'emploi total entre 1973 et 1989, la part dans la PIB diminuant d'un point (de 12,2 à 11,3 %). Cette progression représente une création nette de 5 millions d'emplois.

Une telle évolution aurait pu entraîner une diminution ou une baisse relative des salaires et/ou des profits. Or, d'une part le développement du travail à temps partiel ne peut pas expliquer ce phénomène, sa progression dans la période ayant été faible. D'autre part le coût salarial horaire n'a pas diminué, au contraire. C'est en effet la part des profits qui a baissé : l'excédent d'exploitation du secteur est passé de 39 % de la valeur ajoutée en 1973 à 30 % en 1988, et la part de la valeur ajoutée consacrée à la consommation de capital fixe a baissé.

Il ressort de l'analyse de ces données comptables qu'une recomposition importante du secteur a eu lieu, avec une augmentation du contenu en emploi de ces activités. L'économie japonaise semble avoir réussi, sans détériorer l'emploi et accroître le dualisme sur le marché du travail, à développer des services aux ménages à plus faible valeur ajoutée et de faible rentabilité. La caractéristique ainsi dégagée des services au Japon implique une question qui n'est pas spécifiquement d'ordre économique ou statistique mais qui semble bien centrale, celle du mode de vie des Japonais.

La croissance sectorielle au Japon dans la période 73-89 a maintenu une structure de la demande finale où le ratio entre biens de consommation et services a peu baissé. Une telle adaptation implique une inélasticité des prix des différentes composantes de la demande finale. Ceci revient à constater ex-post que les japonais ont vécu sur un compromis sauvegardant un certain mode de vie : ils ont "payé cher" des services marchands et peu productifs, mais de "qualité". Ils continuent à les payer bien au-delà de ce qu'aurait permis une "modernisation" à l'américaine ou à l'européenne de ces services.

L'analyse du dualisme mérite d'être relancée. Les dualismes ne sont pas comparables mais ils sont d'excellents indicateurs de la manière dont les formations sociales nationales opèrent ex post leurs choix en matière de compromis sociaux. S'appuyer en France et en Europe sur nos propres compromis institutionnels reviendrait à régénérer un système de protection sociale : trouver des formes nouvelles de socialisation guidant les inflexions de la relation salariale.

Bibliographie

Actes du séminaire international *La place du système d'emploi et des relations industrielles dans la dynamique de l'économie japonaise*, en cours d'édition par le GERRED-EM et la CCE. La liste des contributions figure dans le n°3, p.3 de La lettre de la régulation.

La lettre de la régulation bénéficie pour son lancement d'une aide du Ministère de la Recherche et de la Technologie, avant qu'elle soit distribuée sur abonnement. La lettre de la régulation diffusera toute information concernant les publications, séminaires, colloques ou autres activités de recherche en relation avec l'approche de la théorie de la régulation. Ces informations peuvent être adressées à Robert Boyer ou à Yves Saillard qui assure le secrétariat de rédaction de La lettre de la régulation, au CEPREMAP, 140 rue du Chevaleret 75013 Paris Tél : 40 77 84 24 - Fax : 44 24 38 57. Ces informations peuvent aussi être envoyées par le réseau BITNET, code : URHE006 à FRORS31.

CERTE - CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHE SUR LA THEORIE DE L'ETAT
Université de Montpellier I, Faculté de Droit et des Sciences Economiques

39, rue de l'Université - 34060 Montpellier
Tél : 67 51 54 57, 67 61 54 29; Fax : 67 60 42 31

ORGANISATION DU CENTRE

Directeur : M. MIAILLE
Secrétaire : P.Y. RUDELLE
Trésorier : M. LEVINET

Membres du Centre : P. AUGE, J.L. AUTIN, N. BELABBAS,
L. CHANTREL, G. DEZEUZE, M. LEVINET, J. LOLIVE,
A. MARCHAND, P. MONTFRAIX, P.Y. RUDELLE,
D. TAVERNE, L. WEIM, W.X. XIE

PROGRAMME DES RECHERCHES POUR 1992-1993

Le thème de la régulation a été étudié par le Centre depuis 1989. Après les Rencontres des 1 et 2 octobre 1992, les activités du Centre seront progressivement renouvelées. Les recherches seront principalement centrées, pour les années à venir, sur l'idée de recomposition ou de restructuration de la sphère publique, étudiée au travers de différents phénomènes : le renouvellement de la citoyenneté, la contractualisation des politiques publiques et les conditions de la démocratie. La question sous-jacente sera donc : les recompositions de la sphère publique ouvrent-elles vers un autre type de démocratie?

Trois groupes ont été constitués :

- Groupe 1 : Le discours savant sur la régulation.
- Groupe 2 : Les ordres professionnels.
- Groupe 3 : L'Italie.

Des relations internationales sont entretenues avec l'Europe du Sud (Barcelone, Bologne et Salonique), le Brésil et la Chine.

Colloque National
Régulation, Droit Public et Science Politique
Montpellier 1-2 octobre 1992

Usages de la régulation dans les sciences sociales (1)
Sciences politiques : J.P. GAUDIN
Droit Public : J.L. AUTIN
Droit International Public : M. CHEMILLIER-GENDREAU

Usages de la régulation dans les sciences sociales (2)
De quelques usages du terme, J. CHEVALLIER
La régulation : un concept opératoire? (Régulation, normes et systèmes), L. NIZARD
Protection des libertés publiques par le Juge Administratif et le Conseil Constitutionnel, J.P. COSTA

Manifestations de la régulation

Règles juridiques et actions : contribution à la compréhension de la régulation par le droit, A. JEAMMAUD
Le rôle du Conseil d'Etat, régulateur de l'appareil normatif, B. STIRN
Le rôle régulateur du Conseil d'Etat dans sa fonction consultative, G. BRAIBANT
Associations et régulation de la société civile, A. MARCHAND et G. DEZEUZE

Expériences étrangères de la régulation (communication des équipes travaillant avec le CERTE)

A.L. TAVARES (Université Pontificale de Rio de Janeiro),
L. AMMANNATI (Université de Sicile),
E. MALARET et X. ARBOS (Université de Barcelone)

Présentation du projet de Livre Blanc sur la recherche en Droit
B. STERN

Rapport de synthèse
M. MIAILLE

Les Actes du Colloque seront publiés en 1993.

**COLLOQUE
SIMMEL
ET LES NORMES SOCIALES**

Ressponsables : Lucien Gillard (MAD,
Université Paris I), Jean-Yves Grenier et
Alain Guéry (CRH, EHESS), Bruno
Théret (IRIS-TS, Université Paris IX)

Dans sa *Philosophie de l'argent*, Georg Simmel analyse les règles monétaires, non pas tant comme institutions mais comme manifestations de la pensée rationalisante. On souhaiterait tester l'actualité de cette problématique simmélienne à travers des études portant sur les régimes de représentation du social (contenu/historicité), et sur le rôle du langage monétaire dans ces représentations. Ce thème ne manquera pas d'intéresser les théoriciens de la régulation et des conventions, que nous convions à présenter une communication.

Le colloque se déroulera les 16 et 17 décembre 1993. Veuillez adresser votre courrier à : "Colloque Simmel", Maison des Sciences de l'Homme (CRH), 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.

GRÉTSÉ - GROUPE DE RECHERCHE ET D'ETUDES SUR LES TRANSFORMATIONS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES
 Université de Montréal, C.P. 6128, succursale A, Montréal (Québec), H3C 3J7

Organisation du Centre

Formé en 1984 avec huit collaborateurs, le Groupe de recherche et d'études sur les transformations sociales et économiques (GRETSE) réunit onze membres réguliers, professeurs-chercheurs de l'Université de Montréal et de l'Université de Québec à Montréal. En 1986, le GRÉTSÉ a parrainé un boursier de recherche du Canada qui s'est joint au Groupe à titre de membre associé.

Le Groupe a fait l'objet en 1987 d'une reconnaissance institutionnelle par les deux universités. L'Université du Québec à Montréal, suite à la publication de notre bilan d'activités 1987-1991, a conféré au GRÉTSÉ le statut de "regroupement de chercheurs".

L'essentiel des activités est centré sur la recherche et la diffusion de connaissances. Le regroupement de chercheurs et son effet synergique a favorisé la consolidation d'équipes de recherche, ce qui s'est traduit par le succès de plusieurs demandes de subvention.

Au plan de la diffusion de connaissances, on doit souligner principalement l'ouverture, en 1985, d'une collection d'ouvrages scientifiques "Politique et Economie" dans le cadre d'une entente d'édition avec l'ACFAS. Depuis 1988, cette collection a été accueillie par les Presses de l'Université de Montréal.

Le GRÉTSÉ est une unité de recherche interinstitutionnelle et multidisciplinaire rattachée à l'Université de Montréal et à l'Université du Québec à Montréal. La direction est assurée conjointement par un représentant de chaque institution. Fondateur du Groupe, Gérard Boismenu de l'Université de Montréal remplit la tâche de directeur depuis le début en collaboration avec Lizette Jalbert de l'UQAM. Depuis mai 1992, suite au décès subit de Madame Jalbert, Gilles Dostaler en assume la co-direction.

Les bureaux du GRÉTSÉ sont situés au pavillon Lionel Groulx (cinquième et huitième étages) de l'Université de Montréal. A titre d'infrastructure minimale et afin de coordonner l'ensemble des activités, le Groupe a jugé opportun de s'adjoindre un agent d'administration qui oeuvre à temps partiel.

Membres réguliers : Gérard Boismenu (directeur), Gilles Dostaler (directeur adjoint depuis mai 1992), Paul R. Bélanger, Gérald Bernier, Christian Deblock, Benoît Levesque, Louis Maheu, Alain Noël, Armand Sales.

Membre associé : Jean-Philippe Thérien.

Personnel professionnel et de soutien : Jacques Boucher, Jean Des Lauriers, David Irwin, David Rolland, Gilles Simard.

Objectifs et programme de recherche

Les principaux objectifs du Centre sont les suivants.

1a) En s'appuyant sur les approches de la sociologie politique et de l'économie politique, développer la recherche autour de deux axes :

- I - Action publique et restructuration socio-politique
- II - Modèles d'analyse, processus et stratégies économiques.

1b) Favoriser les études multidisciplinaires et l'analyse comparée de la réalité canadienne avec les pays industrialisés.

1c) Développer la recherche dans une perspective de collaboration interinstitutionnelle (UdeM-UQAM).

2a) Constituer un centre d'excellence où convergent chercheurs, professeurs et équipes de recherche et rassembler des ressources intellectuelles (séminaires, colloques, chercheurs professionnels, coopération étrangère) et des moyens matériels (infrastructure, collection de livres et cahiers de recherche) favorisant le développement de la recherche.

2b) Encourager les échanges et la concertation entre professeurs ainsi qu'une plus grande articulation des activités de recherche et de formation aux études supérieures.

3) Allier à la poursuite de recherches fondamentales, la mise en oeuvre de recherches appliquées en répondant à la demande de corps publics ou privés.

Le programme de recherche du GRÉTSÉ porte sur le thème de la recomposition du politique. La période de grandes transformations qui s'ouvre avec les années 1970 impose une redéfinition de la régulation sociale et économique dans les pays industrialisés occidentaux. L'objectif de recherche consiste à scruter cette recomposition à travers l'observation d'indices et de tendances parfois contradictoires, pour en dégager les aspects structuraux et structurants qui mènent à l'établissement de nouvelles règles du jeu, voire à de nouveaux modèles de développement social.

A notre sens, la recomposition du politique recouvre deux dimensions majeures. D'une part, elle signifie la restructuration du champ de l'intervention publique et, ainsi, le renouvellement des formes institutionnelles de régulation. Cette restructuration est appréhendée à travers l'analyse des politiques gouvernementales dans les domaines social et économique. D'autre part, la recomposition du politique concerne l'environnement social et économique dans lequel s'inscrit l'intervention publique, environnement qui est à la fois source d'innovations et de contraintes. Au plan social, nous considérons l'évolution de la morphologie de la société civile et la transformation du rapport que ses acteurs entretiennent à l'égard du politique. Au plan économique, la question est posée en termes de changements structurels de l'espace national et de son insertion dans l'économie mondiale.

Ces questions posent le problème central de la redéfinition des rapports entre le politique et le socio-économique. Les démarches disciplinaires isolées ne permettent pas de penser cette interconnexion. L'économiste ne peut se contenter d'étudier l'influence de l'Etat sur l'économie, de même le sociologue et le politologue ne sauraient se confiner à l'analyse des contraintes économiques sur l'Etat. D'où la nécessité d'élaborer un programme de recherche qui permette d'aller au-delà des frontières disciplinaires. Cet objectif ambitieux ne saurait être atteint que par un travail de longue haleine dans lequel notre équipe multidisciplinaire est engagée.

Le champ d'investigation est centré sur le Canada et le Québec. Nous réservons toutefois une place significative à l'analyse comparée avec d'autres sociétés industrialisées.

La programmation de recherche s'organise autour de deux grands axes : 1-Action publique et restructuration socio-politique ; 2-Modèles d'analyse, processus et stratégies économiques. Ce découpage illustre la complémentarité de deux démarches de recherche.

Dans le premier axe, les recherches sont définies dans une perspective de sociologie politique. Elles traitent de l'interaction entre sphère politique et sphère sociale. Leur objet concerne, d'une part, la dynamique d'élaboration des politiques en tant qu'elles sont soumises à l'interaction des rapports sociaux, et d'autre part, la transformation de la morphologie sociale telle qu'elle est influencée par l'intervention de l'Etat.

Dans le deuxième axe, les projets de recherche répondent davantage à la démarche de l'économie politique. Sur un plan macro-économique, les projets visent à identifier les interconnexions entre, d'une part, l'élaboration conceptuelle et la mise en application des politiques économiques, et d'autre part, les contraintes structurelles qui découlent du type d'organisation économique nationale et de son insertion dans une économie continentalisée, voire mondialisée.

Chacun de ces axes se découpe de façon opérationnelle en unités de recherche (projets spécifiques) qui sont sous la responsabilité d'un membre du groupe et peuvent faire appel, à l'occasion, à des collaborations extérieures. Enfin, chaque axe assure la cohérence de ses unités de recherche en les regroupant autour de foyers de convergence.

**SEMINAIRE DE THEORIE ECONOMIQUE
CALENDRIER ANNEE 1992-1993***

- 26 Novembre 1992 Serge-Christophe KOLM (EHESS et Conseil Général des Ponts et Chaussées)
"Théories contemporaines de l'éthique sociale et de la justice".
Rapporteur : Marc FLEURBAEY (Service de la Recherche, INSEE)
- 17 Décembre 1992 Giovanni DOSI (Université de Rome)
"Les théories évolutionnistes du changement technique : panorama et perspectives".
Rapporteur : Stéphane NGO MAI (LATAPSES, Université Pierre Mendès-France, Grenoble)
- 21 Janvier 1993 Ehud ZUSCOVITCH (BETA-ULP Strasbourg)
"Différenciation soutenable et développement économique".
- 18 Février 1993 Daniel COHEN (ENS-CEPREMAP-CEPR)
"Croissance endogène et convergence : Théorie et résultats empiriques".
Rapporteur : Bruno AMABLE (INRA-Université de Limburg)
- 18 Mars 1993 David MARSDEN (London School of Economics)
"Les diverses théories du salaire face à l'intégration monétaire européenne".
- 15 Avril 1993 J.D. GUIGOU (LATAPSES-IUE Florence)
"Incitation d'un agent mixte et coût de la banqueroute".
- 27 Mai 1993 Eric BROUSSEAU (CREI-Université Paris XIII)
"Les théories des contrats et les relations inter-entreprises".
- 17 Juin 1993 Frédéric LORDON
"Les apports de la dynamique non linéaire à une macroéconomie du changement structurel".

E.N.S. (Salle DUSANNE), 45 rue d'Ulm 75005 PARIS (15h - 18h)

Responsables : Robert BOYER (CEPREMAP) Jean-Luc GAFFARD (LATAPSES)

Pour tous renseignements contacter Robert BOYER, CEPREMAP 142, rue du Chevaleret 75013 PARIS, Tél 40 77 84 28 ou 40 77 84 12.

* Programme prévisionnel, sous réserve de changement et d'aménagement de détail

APPEL À CONTRIBUTIONS L'ASSOCIATION EUROPÉENNE DES ÉCONOMISTES DU TRAVAIL

En 1989, un groupe d'économistes du travail appartenant à divers pays européens a créé l'Association Européenne des Économistes du Travail, European Association of Labour Economists (EALE). Le but de cette association est de favoriser des échanges entre chercheurs et, en particulier, d'organiser une conférence annuelle. Antérieurement, les conférences se ont successivement eu lieu à Turin, Lund, Madrid et Warwick.

Le Comité Exécutif se compose de : Robert Boyer, Renato Brunetta (Président), Marek Gora, Hans Hejke, Jurgen Köhl, Robert Lindley, Danièle Meulders, Inga Persson (Trésorier), Gerry Rodgers, Eskil Wadensjö (Secrétaire), Ian Walker, Niels Westergaard-Nielsen.

La prochaine conférence aura lieu à Maastricht, du 1er au 3 octobre 1993. Les propositions de contribution doivent être envoyées, avant le 31 janvier 1993, à : EALE Secretariat - c/o Professor Eskil Wadensjö - Swedish Institute for Social Research - University of Stockholm - 10691 Stockholm - Sweden. Fax : (+46) 8 15 46 70; Tel : (+46) 8 16 34 48.

Les thèmes abordés lors de la quatrième conférence de Warwick (3-6 septembre 1992) étaient les suivants :

- Institutions in the labour market and european labour markets.
- Labour market policy.
- Unemployment. Unemployment insurance.
- Inequalities in the labour market. Wage structure. Women and work.
- Efficiency wages. Unions and wage bargaining.
- Labour demand. Macromodels.
- Education and training. Labour supply.
- Internal and international migration and foreign workers. Regional labour market.
- Transitions in the labour markets in Eastern Europe.

THÉORIES DE L'ÉTAT :

Comparaison des différentes perspectives régulationnistes

(Table ronde organisée à la suite du séminaire ARC2 du 9 novembre)

Avec : R. DELORME (CEPREMAP)
B. JESSOP (Lancaster University)
B. THERET (IRIS, Paris-Dauphine)

Le Lundi 14 décembre de 16h à 19h
au CEPREMAP - Salle 410 - 4ème étage
142 rue du Chevaleret - 75013 Paris

La lettre de la régulation

Publications

Amérique Latine

Bruno Théret, *D'une haute inflation de producteurs à une hyperinflation de rentiers: Le cas du Brésil*, IRIS-TS/Université de Paris IX-Dauphine, Communication au colloque "Las nuevas políticas de ajuste en América Latina", Université de Guadalajara, Mexique, 25-28 Février, 1992.

Armando Cordova, *América Latina y el nuevo orden internacional*, Mimeograph Caracas, Juin, 1992.

Changement technique

Wolfgang Polt, René Dell'Mour, *Flexible Automation und Competenzorientierte Fertigung in der Österreichischen Industrie, Resultate einer empirischen Untersuchung*, WP Forschungszentrum Seibersdorf, Juli 1992.

Bruno Amable, Frédéric Lordon, *La régulation et le changement technique: Une analyse critique, pourquoi?*, *Revue d'Economie Industrielle*, n° 60, 2ème trimestre 1992, p. 70-82.

Robert Boyer, *Comment émerge un nouveau système productif?*, Contribution au Colloque International de l'Université de Rouen, "Réalités et fictions d'un nouveau modèle productif", 24 janvier 1992.

Lars Mjoset, Sjur Kasa, *Environmental Problems and Techno-economic Paradigms. A contribution of the history of environmental problems*. Mimeograph for the European Association for Evolutionary Political Economy, "Structural Change and the Regulation of Economic Systems", Paris, 4-6 novembre 1992.

Economie Scandinave

Jan Otto Andersson, *Economic integration, the Nordic models and unemployment*, Mimeograph Abo Akademi, Dept. of Economics, prepared for the European Association for Evolutionary Political Economy "Structural Change and the Regulation of Economic Systems", Paris, 4-6 Novembre 1992.

Jan Fagerberg, Adne Cappelen, Lars Mjoset, *Structural change and economic policy: the Norwegian model under pressure*, *Norsk geogr. Tidsskr.*, vol.46, 95-107, Oslo.

Lars Mjoset, *Comparative Typologies of Development Patterns: The Menzel/Senghaas Framework*, in Lars Mjoset ed., "Contributions to the Comparative Study of Development"; proceedings from Vilhem Aubert Memorial Symposium, 1990, Vol., Oslo Institute for Social Research, Report 1992:2.

Etat

Lors de la 4ème conférence annuelle de l'European Association for Evolutionary Political Economy consacrée au thème "Structural Change and the Regulation of Economic Systems", qui s'est tenue à Paris les 4-6 novembre 1992, les contributions suivantes ont été présentées:

Bob Jessop, *Changing forms and functions of the State in an era of globalization and regionalization*, WP Lancaster University.

Bruno Théret, *Avoir ou être. Dilemme de l'interaction entre l'Etat et l'économie? Esquisse d'une conception topologique et régulationniste de l'interdépendance entre le rapport salarial et l'Etat providence*, Ronéotypé Université Paris IX, IRIS-TS.

A signaler en outre:

Alain Noël, G.Boismenu, Lizette Jalbert, *The political foundations of State regulation in Canada*, in Rianne Mahon, Jane Jenson, Manfred Binefield eds., "Production, Space, Identity: Canadian political economy faces the twenty-first century", Carleton University Press, Ottawa, 1991.

Europe de l'est

Bernard Chavance, *Transition et dépression en Europe de l'Est*, Document de Travail C.E.M.I. (EHESS), Juillet 1992.

Histoire économique

Robert Boyer, *Cinquante ans de relations entre économistes et historiens:*

réflexions d'un économiste sur les cas de la France et des Etats-Unis, *Le Mouvement Social*, n° 155, Avril-Juin 1991, p. 67-101.

Isabelle Cassiers, *Managing the franc in Belgium and France: The economic consequences of the Exchange rate policies 1925-1936*, DP n°9219, IRES, Département des Sciences économiques, Université catholique de Louvain, 1992. Fothcoming in Charles Feinstein ed. "Banking, Currency and Finance in Europe Between the Wars", Oxford University Press.

Isaac Johsua, *La grande crise et le rêve américain*, *Cahiers de Recherche ISMEA*, Série Croissance et mutations économiques aux XIXe et XXe siècles, n° 2, Octobre 1992.

Japon

Michel Aglietta, *Les dérapages de la finance japonaise*, *Economie Prospective Internationale*, n° 51, 3ème trimestre 1992, p. 9-29.

Méthodologie et questions théoriques

Bruno Amable, Robert Boyer, Frédéric Lordon, *Le paradoxe de l'ad hoc en économie... ou les voies d'une scientificité spécifique*, Document de travail du CEPREMAP, octobre 1992, communication au colloque "L'économie devient-elle une science dure?", Ministère de l'Éducation Nationale, DRED, Paris, 29-30 octobre 1992.

Jacob Torfing, *The Primacy of Politics*, Arbejdspapir University of Copenhagen, Institute of Political Science, 1991/1.

Monnaie

Michel Aglietta, *Financial Globalization, systemic risk, monetary control in OECD countries*, Mimeograph for the "Workshop on the globalization of finance", Maison des Sciences de l'Homme, 28-29 novembre 1992.

Michel Aglietta, *Genèse des banques Centrales et légitimité de la monnaie*, *Annales ESC*, n° 3, Mai-Juin 1992, p. 675-698.

Michel Aglietta, Christian de Boissieu, *L'émergence de la monnaie européenne*, *Dossier Genèses*, 8 Juin 1992, p. 4-24.

Robert Boyer, *D'une série de "National Labour Standards" à un "European Monetary Standard"? Théorie et histoire économiques face à l'intégration monétaire européenne*, Document de travail du CEPREMAP, n° 9212, mai 1992, à paraître dans *Recherches Économiques de Louvain*, 1993.

Rapport salarial

Lors de la 4ème rencontre de l'Association Européenne des Économistes du Travail, qui s'est tenue à l'Université de Warwick les 3-6 septembre 1992, les papiers suivants, qui traitent de façon positive ou critique du rapport salarial et des institutions encadrant le marché du travail, ont été présentés: Robert Boyer, *Labour institutions and economic growth: A survey and a regulationist approach*, Document de travail du CEPREMAP n° 18, mai 1992.

Liem Hoang-Ngoc, Michel Lallement, *The decentralization of industrial relations in France: trends toward micro-corporatism?*, Document de travail du SET-METIS, Université de Paris I, 1992.

Marie-Claire Villeval, Laure Bazzoli, Thierry Kirat, *Norm, institution and contract in the labour relationships: A return to Institutionalism?*, Document de travail ECT-MRASH, Lyon, 1992.

A signaler aussi:

Liem Hoang-Ngoc, Michel Lallement, François Michon, *Labour Market Regulations in France: Topics and Levels*, Document de travail S.E.T.-M.E.T.I.S., Université de Paris I-Tolbiac, March 1992, à paraître dans *International contributions to Labour Studies 1992/2*.

Régime international

Simine Mochaver, *L'économie mondiale: une dynamique des contradictions et de l'alternance*, Thèse Univ. Pierre Mendès France, Grenoble II, 1992.

Transition en Europe de l'Est

Correspondance de Zora Komínková, Chercheur à l'Institut de Théorie Économique de l'Académie Slovaque des Sciences, Rédactrice en chef de la revue *Ekonomický časopis/Journal of Economics*.

Le numéro 6/1992 de la revue *Ekonomický časopis/Journal of Economics* est un numéro spécial consacré à "L'économie slovaque dans la première année de transition". Il contient sept articles traitant principalement des questions macroéconomiques, en relation avec des problèmes théoriques et pratiques de la régulation et de la politique économique de l'État. Chaque article de la revue est accompagné d'un résumé en anglais.

Les articles publiés, à l'exception de l'article de M.L.Klínko, présentent les résultats de recherches réalisées en 1991 dans notre Institut, dans le cadre d'un projet scientifique pluri-annuel "La régulation macroéconomique dans les conditions d'une économie dirigée vers une économie de marché", dont je suis responsable.

Dans la plupart des articles, prévaut le point de vue analytique nécessaire à l'observation primaire des changements de l'économie, consécutifs à sa libéralisation et à la transition. En 1992, dans le cadre du projet mentionné, une attention plus grande a été accordée aux questions théoriques de la régulation économique, notamment aux problèmes liés à l'application de méthodes et de mesures "classiques" de la régulation, dans un milieu économique radicalement "non-classique" : sans l'équivalent de marchés et avec de nombreuses rigidités héritées de l'ancien régime économique. Les causes très graves qui freinent (ou déforment) les effets des mesures économiques entreprises sont en effet de plus en plus clairement mises en évidence. Les titres, en anglais, des articles de ce numéro, sont les suivants :

Ivan Okáli *National Economy Efficiency and the Aggregate Demand in the Slovak Republic and the Czech Republic After the Economic Reform Commencement.*

Herta Gabrielová *On Efficiency Differences of the Slovak and Czech Economy in the First Year of Transition.*

Ladislav Klínko *Agricultural and Food Complex in the Slovak Republic : Present Problems of its Transformation.*

Igor Krejčí *Theoretical and Methodological Approaches to the Exchange-Rate Determination and Functioning in the Czecho-Slovak Economy Transformation.*

Zora Komínková *Regional Impact of the First Year of Economic Transition and Prerequisites of Regional Development in Slovak Republic.*

Zdeno Jaura *Public Sector-a Significant Tool of Macroeconomic Regulation.*

Ľubica Azudová *Health Service in the Network of Public Sector in the Period of Transition to Market Economy in the Slovak Republic.*

Par ailleurs, une publication de l'Institut de Théorie Économique vient de paraître, sous le titre : *L'économie slovaque au début du processus de transition/Ekonomika Slovenska na začiatku transformačného procesu. Analytická štúdia. Ústav ekonomickej teórie SAV*, Bratislava, 1992, 156 pages. Il s'agit d'une analyse des changements contemporains subis par l'économie slovaque, restituée dans le cadre plus large du développement économique de la ČSFR et dans le contexte des relations internationales. Cet ouvrage collectif rassemble des contributions d'auteurs appartenant à divers organismes de recherche slovaques et tchèques, le noyau étant cependant constitué de chercheurs de notre Institut. Cette publication est organisée autour de six sujets de recherche : l'analyse macroéconomique, l'évolution des structures économiques dans la première année de la transition (1991-début 1992), l'adaptation dans la sphère des entreprises en 1991, les entreprises et l'organisation du marché en 1991, la formation d'unités d'entreprises, les relations économiques internationales. Une traduction en anglais est en cours.

Dr Zora Komínková
Ústav ekonomickej teórie SAV
Médená 10
811 02 Bratislava
Tchécoslovaquie

Wladimir Andreff éd., *Privatisations et secteur public dans les pays de l'Est*, Centre Français du Commerce Extérieur, Paris, 1992.

Bruno Dallago, Horst Brezinski, Wladimir Andreff, *Convergence and System Change : The Convergence Hypothesis in the Light of Transition in Eastern Europe*, Dartmouth, 1992.

MUTATIONS INDUSTRIELLES
et RECONVERSION DES SALARIÉS

sous la direction de Marie-Claire Villeval, Editions de

Préface : F. GINSBOURGER

Chapitre I - Les temps de la reconversion : politiques et enjeux théoriques

M.C. VILLEVAL

Chapitre II - Les partages des rôles entre la collectivité et l'entreprise

A. HIDALGO : Introduction

N. KERSCHEN, A.V. NENOT : La conversion comme révélateur des transformations de l'assurance-chômage.

J.L. OUTIN : Formes institutionnelles et organisation du marché du travail : l'exemple des politiques de conversion de la main d'oeuvre.

R.SALAIS : Conventions du travail et recours aux mesures du FNE-Hypothèses et application sommaire à l'industrie automobile.

Chapitre III - L'individuel et le collectif dans la construction des trajectoires

V. MERLE : Introduction

J.P. BROUAT : Légitimité professionnelle et mobilité géographique.

M. LEGRAND : Atouts et freins dans le processus de reconversion des sidérurgistes peu qualifiés.

G. ROYON, avec la coll. de J.P. DEVULDER et D. GAY : La fermeture d'une grande entreprise : une expérience significative des difficultés de reconversion.

J. BERTHERAT : La mobilité de progression : un levier dans la vie des entreprises pour les années qui viennent.

Chapitre IV - Les acteurs et la dynamique des dispositifs

A. LYON-CAEN : Introduction

F. de CHASSEY : Reconversion : demande sociale et sociologie : quelques figures et réflexions.

G. BOSCH : Les plans allemands pour l'emploi en pratique.

A. CHERAIN, D. DEMAZIERE : Quand les entreprises recourent aux dispositifs institutionnels - Le cas des conventions de conversion.

B. STRATH : La restructuration industrielle dans l'industrie suédoise des constructions navales.

Chapitre V - Reconversion et redéveloppement économique

S. WACHTER : Introduction

B. CONVERT M. PINET : Les avatars d'un mot d'ordre - La conversion du bassin minier Nord.

B. VENNIN : Conversion industrielle : le modèle institutionnel et social en crise.

Chapitre VI - Reconversion et transformations du travail et des systèmes d'emploi

Y. LICHTENBERGER : Introduction

P. AUER : Stratégies d'accompagnement du changement structurel : une comparaison internationale.

M. BURDILLAT : Du sur-effectif à la gestion prévisionnelle : quels processus de définition de l'emploi?

E. KIRSCH : La réévaluation des ressources internes, alternative aux licenciements de substitution.

Chapitre VII - Transition professionnelle et recomposition des statuts salariaux

J. ROSE : Introduction

M. ALALUF : Les cellules de formation-reconversion en Belgique : stratégies ou transformation des acteurs?

D. CHARASSE : L'aménagement de la transition professionnelle des sidérurgistes du bassin de Longwy (1984-1989).

E. GALLON : Transférabilité des qualifications et caractéristiques professionnelles et sociales des travailleurs placés en conversion aux chantiers navals de la Seyne.

P. ENCLOS : Reconversion : à la recherche de problématiques juridiques.

Postface : D. ATLAN

Industrial and corporate change

Une erreur s'étant glissée dans l'annonce de cette revue parue dans le numéro précédent, nous la reproduisons ici intégralement.

Published for the Fondazione ASSI by Oxford University Press.

Editors : G. Dosi, N. Rosenberg, G. Sapelli, D. Teece, N. von Tunzelmann.

Scientific Committee : M. Abramowitz, K. Arrow, A. D. Chandler jr., R. Dore, C. Freeman, T. Hughes, D. Landes, M. Lévy-Leboyer, J. March, O. Williamson.

Ass. Eds: M. Amendola, M. Aoki, R. Boyer, G. Carroll, B. Coriat, P. David, G. Eliasson, P. Fridenson, J. L. Gaffard, L. Galambos, P. Hertner, K. Imai, J. Katz, J. Kocka, W. Laz onick, B. A. Lundvall, F. Malerba, S. Metcalfe, D. Mowery, R. Nelson, L. Pasinetti, R. Rumelt, M. Salvati, L. Soete, P. Temin, R. Tilly, G. Toniolo, S. Winter, J. Zysman.

The Journal is committed to present and interpret the evidence on corporate and industrial change, drawing from an interdisciplinary set of approaches and theories from e.g. economics, sociology of organization, organization theory, political science, and social psychology.

The Journal will be a forum where industrial historians explicitly relate their analyses to the state of the art in the relevant social sciences and propose conjectures and theories. Conversely, economists and practitioners of other social disciplines will be encouraged to apply their models to the historical evidence.

Submission : Three copies of each manuscript can be submitted to any of the three editorial offices:

North America
Center for research in
Management,
554 Barrows Hall,
Univ. of California,
CA 94720, USA
Phone: (415) 6421075
Fax (415) 6422826

United Kingdom
SPRU Univ. of
Sussex,
Mantell Building,
Falmer,
Brighton BN1 9RF UK
Phone: (273) 686758
Fax: (273) 685865

Continental Europe
Fondazione ASSI,
Corso di Porta Romana
57,
20122 Milano,
Italy
Phone: (2) 55191679
Fax: (2) 55191683